Questions orales

de dire la vérité et, quant à moi, il aurait été plus exact de dire que l'échantillonnage utilisé par Radio-Canada ne reflète pas du tout la réalité socio-économique de la région, et que les coupures dans les effectifs annoncées par ce gouvernement conservateur n'ont commencé à prendre effet qu'en avril de cette année, et que l'impact sérieux, dramatique et néfaste que ces pertes d'emplois auront sur l'économie locale se fera sentir dans l'année qui viendra . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Les 60 secondes sont écoulées.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'ENTENTE CONCERNANT LA CONSTRUCTION DE L'USINE HYUNDAI AU QUÉBEC—LE RÔLE DU MINISTRE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Une fois de plus, un ministre trempe dans une affaire secrète et très douteuse. Mais cette fois, l'autorisation de rompre un engagement qui a été donnée à la firme automobile coréenne a coûté au moins 10,000 emplois à l'économie canadienne l'an dernier. En vertu de quel pouvoir a-t-il annulé l'entente qui prévoyait que pour son usine Hyundai achèterait pour plus de 300 millions de dollars de fournitures canadiennes? L'a-t-il fait au su du premier ministre, au su du conseil des ministres, ou à l'occasion de négociations privées à des fins strictement privées?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, en ce qui concerne les négociations avec Hyundai, je pense qu'il est bon de se souvenir que Hyundai est le premier constructeur automobile à s'installer au Québec depuis plus de 20 ans, et j'en suis fier. Nous estimons qu'à l'occasion des négociations qui ont abouti à la décision de Hyundai de s'installer au Québec, nous avons conclu avec la firme automobile Hyundai une entente plus satisfaisante et plus intéressante en termes de création d'emplois que celle que prévoyait le précédent gouvernement.

LA POSITION DE LA SOCIÉTÉ EN CE QUI A TRAIT À L'ENTENTE—
LA TAILLE DE L'AIDE GOUVERNEMENTALE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, le ministre peut-il nous dire si Hyundai a exigé lors de ces négociations de rompre l'entente prévoyant l'achat de plus de 300 millions de dollars de fournitures canadiennes, et dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement lui a-t-il en plus accordé une aide financière généreuse représentant 100 millions de dollars supplémentaires? Pourquoi n'a-t-on pas divulgué à ce moment-là la rupture de l'engagement? Pourquoi l'avez-vous gardé secret? Qu'essayez-vous de dissimuler?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le député nous demande ce que nous essayons de cacher. Absolument rien, puisque c'est une excellente affaire. Elle va entraîner la création directe de 1,200 emplois pour ce qui est de Bromont au Québec, ainsi que de 1,200 emplois indirects. C'est l'un des

programmes de création d'emplois les plus brillants que connaisse cette région du Québec à l'heure actuelle.

M. Axworthy: J'aimerais simplement dire au ministre qu'on peut difficilement parler d'une excellente affaire quand on a perdu 10,000 emplois l'an dernier parce qu'on a autorisé cette compagnie à rompre l'engagement pris.

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, maintenant que cette entente particulière est dans le domaine public, ainsi que les autres ententes qui sont tombées dans le domaine public, ne serait-il pas temps que le ministre honore le devoir qu'il a de rendre des comptes et se retire le temps que nous enquêtons sur cette situation?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je tiens à assurer la Chambre et tous les députés qu'à mon avis le fait de faire de bonnes affaires, en particulier au Québec, ne constitue nullement pour moi-même ou pour un autre ministre une raison de se retirer.

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU VICE-PRÉSIDENT DE HYUNDAI

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Comment peut-il prétendre qu'il a fait une bonne affaire pour le Canada, lorsque M. Gibbons, vice-président de Hyundai, a confirmé publiquement que le ministre avait troqué un accord irrévocable relatif à l'achat de biens canadiens pour une somme de 300 millions de dollars contre une simple convention verbale? Comment peut-il affirmer que c'est préférable à un contrat liant les parties? Ce n'est rien de plus qu'un contrat généreux plutôt que des emplois pour les Canadiens.

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, une fois de plus, l'honorable leader parlementaire de l'Opposition officielle est mal renseigné. Il ne s'agit pas d'une convention verbale. Le fait est que la société Hyundai a accepté de dépenser 300 millions de dollars, afin d'implanter une nouvelle usine de fabrication d'automobiles au Québec. Je le répète, ce projet entraînera la création de 2,400 emplois directs et indirects dans la région.

● (1420)

Je tiens également à rappeler au député que cet accord a été signé conjointement par le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral. S'il critique le gouvernement conservateur, il devrait également s'en prendre au gouvernement du Québec qui a jugé qu'il s'agissait d'une bonne affaire.

ON DEMANDE DE DÉPOSER DES DOCUMENTS

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, le ministre contredit le vice-président de Hyundai, M. Gibbons, qui a déclaré qu'il ne s'agissait que d'une convention verbale. Le ministre pourrait-il donc s'engager dès maintenant à déposer aujourd'hui à la Chambre tous les documents relatifs à ce marché, afin que la population puisse juger d'elle-même?

[Français]

Voulez-vous le faire, parce que l'accord que vous avez négocié, c'est un accord d'amitié, pas un accord pour créer des emplois?